

Zeitschrift:	Études de Lettres : revue de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne
Herausgeber:	Université de Lausanne, Faculté des lettres
Band:	3 (1960)
Heft:	3
Artikel:	Byzance et les dernières offensives de l'occident contre l'islam
Autor:	Bouquet, Jean-Jacques
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-869913

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 09.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BYZANCE
ET LES DERNIÈRES OFFENSIVES DE L'OCCIDENT
CONTRE L'ISLAM¹

Dès l'origine, un des problèmes majeurs des Croisades avait été celui des relations entre les Croisés et l'Empire byzantin. De par sa position géographique même, Byzance se trouvait sur le chemin de Jérusalem, dont elle était l'étape presque obligée ; au point de vue militaire et diplomatique, elle était la grande puissance chrétienne de la Méditerranée orientale, dont l'appoint ou la défection étaient décisifs. Il était dès lors clair qu'un établissement solide des Francs en Palestine ne pouvait avoir lieu qu'en s'appuyant sur Constantinople. Cette condition, deux moyens s'offraient de la remplir : l'alliance ou la conquête. L'alliance véritable ne se réalisa qu'une seule fois : en 1168, au moment du grand regroupement des forces musulmanes, entre le roi Amaury et l'empereur Manuel Comnène — et elle ne devait pas durer. De plus en plus, l'idée germait en Occident qu'il était indispensable de commencer par conquérir Constantinople pour garder — ou pour reprendre — Jérusalem. Il fallait une entente étroite entre Constantinople et la Terre Sainte ; puisqu'elle ne pouvait décidément pas se faire avec l'Empire grec, force était donc de détruire cet Etat et de lui substituer un Empire latin. C'est cette idée, déjà soutenue par Bohémond d'Antioche en 1105, puis par Saint Bernard lors de la prédication de la deuxième croisade, qui aboutit au fameux détournement de la quatrième croisade.

Aux yeux des contemporains, la prise de Constantinople n'était donc que la première étape de l'entreprise qui devait naturellement ne prendre fin qu'à Jérusalem, et la possession de la capitale n'avait

¹ Texte d'une conférence prononcée au Congrès de l'Ordre souverain de Constantin, à Stein-sur-le-Rhin, le 23 avril 1960.

d'autres buts que de réaliser l'Union des Eglises et de fournir à l'Occident une base d'opérations commode et précieuse contre l'Islam. Et telle fut l'impression ressentie au premier moment, tant en Occident que dans l'Orient franc ou musulman. Selon la lettre du nouvel empereur Baudouin de Flandre à Innocent III, des clercs et des chevaliers de la Syrie franque, présents au couronnement, manifestaient entre tous leur joie, assurant qu'ils étaient plus heureux que si la Cité sainte avait été rendue aux chrétiens, car Constantinople allait désormais se dévouer à la lutte contre les ennemis de la croix¹. Le sultan du Caire, au contraire, ne cachait pas son inquiétude. « Constantinople, a écrit Paul Alphandéry, n'est nullement substitution, mais étape². »

En fait, cette vue des événements n'était qu'une illusion. Les conditions de la prise de Constantinople et les circonstances qui suivirent ne permirent pas la poursuite de l'expédition. Sans compter le fait que le goût du butin devait avoir singulièrement amoindri leur désir de voir Jérusalem, les conquérants devaient tout d'abord s'emparer de l'empire : la possession de la capitale ne suffisait pas. Et ces terres, ces fiefs dévolus à chacun, il fallait les défendre contre les potentats locaux, ou tout au moins les occuper, puisque l'on se trouvait en terre de colonisation. Enfin, l'Empire latin à peine constitué dut lutter péniblement contre les Etats grecs de Nicée et d'Epire, et contre les Bulgares. La quatrième croisade ne résolut ni la question du schisme, ni celle de l'unité de civilisation — la grécité se maintint en Asie mineure —, ni le problème stratégique.

La possession de la Romanie ne fut en effet daucun profit pour les dernières croisades. Aucune d'entre elles n'utilisa la base de Constantinople. Car la ville a précisément été conquise au moment où elle cesse de se trouver sur l'itinéraire des croisés : la route de terre n'est plus praticable, surtout depuis que le port de Sathalie, ou Adalia, sur la côte méridionale de l'Asie mineure, est tombé au pouvoir des Turcs, en 1207. Le centre de gravité de la croisade s'est du reste déplacé plus au sud, vers l'Egypte, où sont les forces vives de l'Islam ; Chypre est un point d'appui infiniment plus précieux que Constantinople.

De plus, la quatrième croisade a substitué à une grande puissance chrétienne une poussière d'Etats sans influence et souvent en lutte les uns contre les autres, où va se perdre stérilement l'énergie de

¹ Jean LONGNON, *L'Empire latin de Constantinople et la principauté de Morée*, Paris 1949, p. 53.

² Paul ALPHANDÉRY et Alphonse DUPRONT, *La chrétienté et l'idée de croisade*, t. II, Paris 1959, p. 90.

l'Europe. La colonisation de l'Orient grec ne peut se faire qu'au détriment de celle de la Palestine, car les réserves démographiques de l'Occident ne sont pas inépuisables. « A l'heure où cette colonie de Terre Sainte aurait eu le plus besoin de renforts, écrit René Grousset, le détournement de la quatrième croisade vint diriger vers d'autres lieux l'expansion franque, dispersant de Jaffa et d'Antioche à Constantinople et à l'Elide l'effort, l'intérêt, les colons de l'Occident. Finalement, les colons manquèrent partout »¹.

L'empire de Nicée se trouva ainsi hors du champ d'opérations des Croisés. Jean Vatatzès (1222-1254) entretint même des relations amicales avec le Saint-Siège et surtout avec Frédéric II : l'empereur germanique, sans cesse en guerre contre le pape, ne pouvait éprouver que de la sympathie pour les Grecs, que « ce soi-disant prêtre (entendez le pape) n'a pas honte de flétrir du nom d'hérétiques et desquels la foi chrétienne est partie pour atteindre les extrémités de la terre »². La situation changea avec l'avènement de Michel VIII et la reconquête de Constantinople. Dès lors, et pendant soixante-dix ans, l'Europe agitera périodiquement l'étendard de la croisade antibyzantine, visant à répéter les événements de 1204 et à rétablir l'Empire latin. On ne perdra pas de vue la croisade de Terre Sainte, mais on considérera de nouveau que la conquête de Constantinople en est le prélude nécessaire, qu'elle en constitue une étape : le chemin de Jérusalem, estime-t-on toujours, passe par Constantinople. C'est l'argumentation des nombreux théoriciens de la fin du XIII^e siècle et des premières années du XIV^e : ce n'est pas un des moindres paradoxes de l'histoire des Croisades que les projets théoriques abondent précisément à l'heure où les tentatives sérieuses sont abandonnées. Ces théoriciens s'adressent aux princes en leur conseillant le meilleur moyen et le meilleur itinéraire pour reprendre Jérusalem. Leurs ouvrages s'intitulent *De recuperatione Terre sancte*, *De modo Saracenos extirpandi*, *Directorium ad passagium faciendum*. Eux-mêmes se nomment Pierre Dubois, avocat royal, Guillaume de Nogaret, légiste et serviteur de Philippe le Bel, Fidence de Padoue, religieux franciscain, Guillaume d'Adam, dominicain. Ce dernier, par exemple³, s'en prend aux « faux-chrétiens », c'est-à-dire aux Vénitiens, Génois, Pisans, Catalans, qui font du commerce avec les Musulmans, aussi

¹ *L'Empire du Levant*, Paris 1949, p. 10.

² Lettre de Frédéric II, citée par Georges OSTROGORSKY, *Histoire de l'Etat byzantin*, éd. franç., Paris 1956, p. 465.

³ Édité par Ch. KOHLER, in *Recueil des Historiens des Croisades*, publié par l'Académie des inscriptions et Belles-Lettres, *Documents arméniens*, t. II, Paris 1906.

bien qu'aux Byzantins, qui, non contents d'être schismatiques, aggragent leur cas en exportant du blé en Egypte.

Ainsi l'Empire byzantin restauré, constamment menacé, ne peut que s'efforcer de détourner les coups, de dissoudre les coalitions, de faire jouer les oppositions des Occidentaux entre eux. C'est à ce jeu diplomatique qu'excellait Michel VIII. Il réussit à l'emporter sur ses adversaires et les ligues que ceux-ci constituent, soit par les armes — à Pélagonia en 1259 —, soit en fomentant une révolte opportune — les Vêpres siciliennes en 1282 —, soit en se servant des dissensions de puissances rivales — Venise et Gênes —, soit encore en implorant le secours ou la médiation de souverains influents — le roi de France ou le pape. Il envoie ainsi une extraordinaire ambassade à Saint Louis assiégeant Tunis pour qu'il fasse pression sur son frère Charles d'Anjou ou sur le pape. Cette démarche est finalement un échec, puisque Saint Louis, qui était favorablement disposé, meurt alors. « Déçu de ce côté, relate Pachymère, l'empereur ne se découragea pas, mais se tourna vers le pape, pour tenter d'obtenir de lui par n'importe quel moyen ce que rendait nécessaire la menace que Charles faisait peser »¹.

Ce moyen suprême qu'utilisera Michel VIII, et la plupart de ses successeurs après lui, c'est l'Union des Eglises. Le pape Grégoire X (1271-1276) y déploiera tout son zèle, car pour lui, la réconciliation avec Byzance est indispensable si l'on veut recommencer la Croisade ; la seule possibilité de succès est de prendre l'Islam en tenaille, en attaquant à la fois par l'Egypte et par l'Asie mineure. Ses efforts aboutissent à l'Union de Lyon, en 1274, mais le succès est éphémère : Grégoire X meurt en janvier 1276, trois mois avant la rencontre prévue avec Michel VIII, à Brindisi ou à Avlona. La réaction antibyzantine qui se manifeste à Rome, sous le Français Martin IV, se double d'une vive résistance des milieux orthodoxes de Constantinople, et lorsque Michel VIII meurt, en 1282, il est excommunié à la fois par les deux Eglises.

La force que l'Europe rêve d'utiliser contre l'Islam, à la fin du XIII^e siècle, c'est celle des Mongols. Les papes, il est vrai, avaient commencé par prêcher la croisade contre ces envahisseurs, dont le nom remplissait l'Europe de terreur ; puis, voyant l'inutilité de leurs efforts, ils en vinrent à l'idée d'user des armes spirituelles². On envoya

¹ PACHYMÈRE, livre V, chap. 9, éd. de Bonn, t. I, p. 524.

² W. HEYD, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, t. II, éd. franç., Leipzig 1896, p. 65.

des missionnaires pour tenter de convertir les chefs tartares, qu'on savait tolérants, voire soumis à des influences nestoriennes¹. Et l'on caressait l'espoir d'une alliance qui prendrait les Arabes à revers. Cette alliance n'était pas moins désirée par certains khans mongols, qui, même déjà convertis à l'Islam, en plein XIV^e siècle, faisaient encore des avances aux chrétiens. En 1307 parut la *Fleur des Histoires d'Orient*, de l'Arménien Hayton. L'auteur y pressait les Occidentaux de s'allier, contre l'Egypte, avec les Mongols qui, en cas de succès, abandonneraient assurément la Terre sainte aux chrétiens². L'éloignement, l'impossibilité de coordonner les efforts aussi bien que l'incompatibilité foncière des civilisations empêchèrent ces vastes projets de se réaliser, mais des ententes plus restreintes furent conclues. Michel VIII, de son côté, sut jouer de l'alliance mongole contre ses ennemis turcs et bulgares. Et bien plus tard encore, en 1366, nombre de Byzantins se berçaient de l'espoir de pouvoir vaincre les Turcs grâce au concours des Tartares, qu'ils préféraient à celui des Latins³.

C'est surtout après l'échec de l'Union de Lyon qu'on se met à prêcher la croisade contre Constantinople. Sous Boniface VIII, on lève des décimes⁴. Quelques années plus tard, un nouveau plan de conquête voit le jour. Son auteur est Charles de Valois, frère de Philippe le Bel, qui a épousé l'impératrice latine titulaire, et s'allie avec Venise et la Serbie ; le pape Benoît XI exhorte les fidèles à prendre part à cette expédition⁵. Son successeur Clément V renouvelle l'excommunication prononcée contre Andronic II et accorde à tous les croisés de Byzance les indulgences de Terre sainte⁶. La tentative avorte, mais elle est significative de la mentalité occidentale de l'époque. En 1313, Philippe le Bel promet son appui à Philippe de Tarente, qui a hérité des prétentions latines à l'Empire d'Orient⁷.

¹ Ainsi Qoubilaï, empereur de Chine, demanda au pape, selon Marco Polo, de lui envoyer cent missionnaires. *Le livre de Marco Polo*, éd. T'SERSTEVENS, Paris 1955, p. 60.

² *Recueil des Historiens des Croisades, Documents arméniens*, t. II, Paris 1906, pp. 237-238. HEYD, *op. cit.*, p. 69, n. 2.

³ C'est contre cette politique que réagit Cydonès, dans son discours *De subsidio Latinorum*. Voir page 108, note 3.

⁴ M. VILLER, *La question de l'Union des Eglises entre Grecs et Latins depuis le concile de Lyon jusqu'à celui de Florence (1274-1438)*, in *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. 17, Louvain 1921, p. 269.

⁵ Giuseppe MÜLLER, *Documenti sulle relazioni delle città toscane coll'Oriente cristiano et coi Turchi fino all'anno MDXXXI*, Florence 1879, pp. 112-113.

⁶ VILLER, *op. cit.*, p. 270.

⁷ W. NORDEN, *Das Papsttum und Byzanz*, Berlin 1903, p. 676.

Une sérieuse alerte a encore lieu en 1327. Le roi de France Charles IV avait pris la croix et Andronic II avait des raisons de croire que ses forces se dirigeaient sur Constantinople. L'empereur envoya à Paris un noble Génois, Simon Doria, et offrit de négocier un accord, qui n'était dans son esprit qu'un simple traité de non-agression, mais que l'on prit à Paris et en cour d'Avignon pour la promesse de l'Union des Eglises. Charles IV manda à son tour un ambassadeur, le dominicain Benoît Asinago. « L'empereur, relate un témoin occidental, craignant que les Grecs de Constantinople ne s'insurgent contre lui et ne livrent l'Empire à son petit-fils, feignit de considérer, pour qu'on ne le mit pas en demeure d'exécuter la promesse faite par Simon Doria, que son envoyé ne l'avait pas bien compris et n'avait pas retenu ses paroles exactes »¹. Le dominicain dut s'en retourner les mains vides ; le roi de France mourut l'année suivante : une fois de plus, l'Empire était sauvé.

La réaction du basileus n'en avait pas moins été caractéristique, et elle était à vrai dire assez fondée. Nombreux étaient les Grecs farouchement opposés à l'Union, à la domination de la « mitre des Latins », et Andronic II sentait les limites de son pouvoir. Ce fut une des illusions tenaces de l'Occident que de croire que la conversion de l'empereur entraînerait *ipso facto* celle de ses sujets. Ils en firent l'expérience en 1369, lorsque l'abjuration solennelle de Jean V ne provoqua aucun mouvement de ralliement à Constantinople. De là vint l'idée d'appuyer les négociations politiques ou religieuses par une pression militaire. En 1343, au moment de l'expédition de Smyrne et des pourparlers avec Anne de Savoie, un Latin de Constantinople exposait au pape son programme d'Union : les forces navales que l'on préparait pour la Croisade devaient en même temps faire une démonstration devant la capitale, et l'impératrice réussirait sans peine à contraindre à l'obéissance son peuple récalcitrant². Et en 1367, Amédée de Savoie dut lui aussi exercer une certaine pression sur Jean V, qui arguait de l'opposition irréductible de ses sujets, pour l'amener à promettre le voyage de Rome et l'abjuration³.

L'année même où Charles IV menaçait encore Constantinople, Venise tentait de constituer une ligue contre les Turcs avec les Hospitaliers de Rhodes, Martino Zaccaria, seigneur génois de Chio,

¹ Thomas KAEPPELI, *Deux nouveaux ouvrages de Frère Philippe Incontri de Pétra*, in *Archivum Fratrum Praedicatorum*, t. 23, Rome 1953, pp. 172-173.

² *Ibid.*, p. 177.

³ Jean SERVION, *Gestes et chroniques de la mayson de Savoye*, éd. BOLLATI, Turin 1879, pp. 151-155.

et Andronic II¹. Le fait est d'importance, car c'est la première fois que l'Empire est associé à un projet de coalition contre une puissance musulmane. La position de l'Occident à l'égard de Byzance évolue peu à peu. A l'idée d'expédition contre les Grecs se substitue tout d'abord celle d'une entreprise commune incluant les forces byzantines, et bientôt même celle d'une croisade pour sauver Constantinople. Les raisons de ce revirement sont l'influence de nouveaux théoriciens et prédateurs qui préconisent un changement de politique — le Vénitien Marino Sanudo, le Catalan Ramon Lull —, la guerre de Cent ans qui éclate un peu plus tard et distrait la France de ses projets de conquête en Orient, et surtout les progrès des Turcs. Les Etats latins issus de la quatrième croisade sont incapables de tenir tête aux raids des pirates turcs ; les républiques maritimes se sentent menacées dans leurs intérêts commerciaux et le Saint-Siège voit la chrétienté latine d'Orient proche de la ruine. Sans doute, l'évolution n'est ni instantanée, ni définitive. La grande condition posée par les papes à une aide quelconque est l'Union des Eglises. Les empereurs y consentent, mais ils exigent que l'expédition de secours précède l'abjuration du schisme, alors que, dans l'esprit des papes, le processus doit être inverse. Chaque partie attend donc de l'autre qu'elle fasse le premier pas : on ne sort pas du cercle vicieux. Et la méfiance reste grande ; en 1349, Clément VI félicite encore les Hospitaliers d'avoir aidé les Génois de Galata contre les « schismatiques »². L'opinion publique est loin d'être gagnée : en 1366, au moment du départ de l'expédition d'Amédée VI, Pétrarque s'élève avec vigueur contre la politique pontificale. Le poète ne nie pas la nécessité d'une intervention pour sauver Constantinople, mais, reprenant l'argumentation des théoriciens du début du siècle, il estime qu'il faut d'abord conquérir ce qui reste de l'Empire sur les Grecs, afin de pouvoir le défendre efficacement contre les Turcs³.

Il n'est pas indifférent que ce soit Venise qui prenne l'initiative du revirement occidental. La république faisait un commerce fructueux avec les Musulmans, et elle avait contribué plus que toute autre puissance à la ruine de Byzance. Mais elle devait s'inquiéter dès le moment où les Turcs se mirent à construire une flotte et à écumer les eaux de la Méditerranée orientale. En bons réalistes, les Vénitiens vont mettre au service de leur politique l'énergie de croisade qui existe

¹ Paul LEMERLE, *L'émirat d'Aydin, Byzance et l'Occident*, Paris 1957, p. 54.

² J. GAY, *Le pape Clément VI et les affaires d'Orient*, Paris 1904, p. 96.

³ *Lettere senili*, éd. Fracassetti, Florence 1869, t. I, p. 421 sq.

encore ; en d'autres termes, ils vont essayer une fois de plus de dévier les Croisades, leur assignant pour objectif Smyrne plutôt que Jérusalem ou Alexandrie. Ainsi le roi de France Philippe VI, qui avait pris la croix, écrivait en 1331 à la République pour la prier de le renseigner sur les conditions dans lesquelles la Croisade pourrait se faire. Les Vénitiens attendirent six mois pour répondre ; « en fait, et c'est la raison de ce peu d'empressement, ce n'était point tant la Terre Sainte qui intéressait Venise, que la navigation et le commerce en mer Egée, et la gêne considérable qu'y apportaient les Turcs. La République va déployer une grande activité diplomatique pour coaliser contre ceux-ci les forces chrétiennes ». Cette coalition doit donc comprendre au premier chef les puissances qui ont des intérêts dans la Méditerranée orientale : Rhodes, Chypre, Byzance, voire Naples. A l'égard d'Andronic III, dont on se méfie encore, on précise toutefois qu'une des clauses de l'union interdira toute paix séparée¹.

En même temps, Venise essaie d'amener le roi de France à se joindre à la ligue ; autrement dit, elle s'efforce de capter à son profit la Croisade projetée. Celle-ci avait été prêchée — avec peu de succès, reconnaissent les chroniqueurs — en 1333 et le départ fixé en 1336 au plus tard. Philippe de Valois entendait mener de front les deux entreprises ; il annonça en effet aux Vénitiens que, malgré la charge que lui imposait la préparation de la Croisade, il enverrait un certain nombre de vaisseaux dans la mer Egée. Pour sa part, Venise avait astucieusement répondu au pape l'invitant à participer à la Croisade, que sa participation consistait précisément en l'envoi d'une flotte contre les Turcs ; on ne pouvait mieux concilier les intérêts de la chrétienté et ceux de la République². Mais il subsistait donc une certaine équivoque sur la destination de l'expédition. Et dans la pratique, ce fut naturellement la conception vénitienne de l'expédition, plus limitée, plus réaliste, la seule réalisable, qui l'emporta.

La collaboration latino-byzantine était encore bien difficile à appliquer. Si la France, Chypre et le Saint-Siège adhèrent à l'union, Byzance, par manque de moyens financiers avant tout, doit se faire prier. Les Latins, rapporte Nicéphore Grégoras, envoyèrent au basileus une ambassade menaçante, qui le sommait de joindre ses forces aux leurs, sous peine d'être considéré lui-même comme ennemi³. Andronic III dut pressurer ses sujets pour réunir quelque argent et

¹ LEMERLE, *op. cit.*, pp. 90-91. Nous suivons ce remarquable ouvrage pour les événements de cette période.

² *Ibid.*, p. 93.

³ GRÉGORAS, l. xi, chap. 1, éd. de Bonn, p. 524. — LEMERLE, p. 95, n. 4.

équiper une flotte ; mais lorsqu'il fut enfin prêt, au printemps 1335, ce furent les Latins qui firent défection : la mort du pape avait désorganisé l'union. Bientôt la guerre franco-anglaise éclate, la Croisade est renvoyée à des temps meilleurs ; l'occasion est passée.

Le successeur de Jean XXII, Benoît XII (1334-1342), s'occupa peu des affaires d'Orient. Il avait tout d'abord jugé la croisade inopportun ; vers 1340, il se ravisa et dans ses lettres aux rois de France et d'Angleterre, il parlait de l'état déplorable de l'Orient et de l'urgente nécessité d'envoyer un secours aux chrétiens d'outre-mer. Les négociations pour l'Union des Eglises ont repris. Du côté byzantin, Andronic III les conduit en secret — il utilise les services d'un Vénitien, Etienne Dandolo, et d'un Grec de Calabre, Barlaam — pour ne pas éveiller les soupçons de ses ministres¹. Elles sont favorisées par la présence d'une Latine sur le trône impérial : Anne de Savoie, fille du comte Amédée V, restée « passionnément latine », qui a certes dû signer lors de son mariage une profession de foi grecque, mais qui est en secret restée ou redevenue catholique. Elle a emmené à Constantinople toute une suite, et, devenue régente à la mort de son mari, elle utilise naturellement les services de ses compatriotes. Ainsi son amie Isabelle de la Rochette, dont le pape, dans une lettre, loue le zèle. Ainsi le gentilhomme savoyard Philippe de Saint-Germain, qui servira d'ambassadeur à Avignon en 1343².

La coalition latine se reforme bientôt. En 1341, le roi de Chypre, pressé par les Turcs, demande le secours des Hospitaliers et de Venise. Le pape Clément VI s'empare de l'idée et déploie une grande activité pour reconstituer une ligue. Il cherche à aplanir les conflits, comme celui des Génois avec le roi de Chypre ; il ordonne à tous les évêques d'Occident et d'Orient de prêcher la Croisade contre les Turcs, en y attachant les indulgences habituelles³. C'est donc considérer que l'expédition contre les Turcs n'est plus seulement le prélude à la Croisade de Terre Sainte, mais qu'elle constitue en elle-même la Croisade, ou plutôt qu'elle en tient lieu. La cour de Constantinople s'associe à son effort, principalement pour des raisons de politique intérieure. En effet, l'expédition doit porter, non pas contre les Ottomans, qui sont les ennemis les plus dangereux de Byzance, sans constituer encore un danger visible pour l'Occident, mais bien contre l'émirat d'Aydin, dont le souverain, Umur, est un écumeur de mer redoutable. Or, si Umur ravage constamment les possessions

¹ GAY, *op. cit.*, p. 27.

² *Ibid.*, pp. 45-46. VILLER, *op. cit.*, p. 42.

³ LEMERLE, p. 182.

latines de l'Égée, il a entretenu de bonnes relations avec l'Empire du temps d'Andronic III, et garde son amitié pour l'ancien favori Cantacuzène, ennemi de la régente dans la guerre civile qui désole l'Empire. C'est donc avant tout par haine de Cantacuzène qu'Anne de Savoie et son ministre Apokaukos soutiennent les Latins contre les Turcs d'Aydin. Les envoyés de la régente demandent à Venise et au pape du secours contre les Turcs — donc indirectement contre Cantacuzène ; l'appât dont ils se servent est naturellement l'Union des Eglises.

De fait, aucun navire grec ne se joint à l'expédition, qui reste purement « latine ». Si elle aboutit à un succès retentissant pour l'Occident, à savoir la prise de Smyrne, elle n'apporte pas de soulagement à l'Empire byzantin, qui, au contraire, perd l'île de Chio, conquise par les Génois. La croisade n'empêche même pas Umur de continuer à intervenir dans la guerre civile en effectuant aux côtés de Cantacuzène une campagne en Thrace.

Malgré les efforts de l'écrivain Philippe de Mézières et de l'héritier du royaume de Chypre, le futur Pierre I^{er}¹, l'Europe est trop épuisée et trop déchirée pour reprendre aussitôt la lutte. La guerre éclate entre Venise et Gênes. C'est le drame de la chrétienté au XIV^e siècle que ces conflits incessants qui empêchent toute action soutenue et rendent les coalitions fragiles et éphémères. La promesse de l'Union des Eglises va tout de même, une fois de plus, ranimer l'intérêt de la papauté pour les affaires d'Orient. Si les négociations sous Jean Cantacuzène sont décevantes, si, au sein de l'Eglise orthodoxe, la tendance la plus opposée au catholicisme triomphe, Jean V Paléologue fait en 1355 des propositions qu'il n'est pas exagéré de qualifier de sensationnelles ; il ne se contente pas en effet de promettre l'Union, mais il offre des garanties d'exécution : il enverra son second fils Manuel, âgé de sept ans, en Occident, auprès du pape ; celui-ci lui fournira une armée et une flotte, que le basileus prendra sous son commandement et avec lesquelles il combattra les Turcs et les ennemis grecs de l'intérieur² ; en même temps, il s'engage à agir de tout son possible pour que son peuple se convertisse. S'il manque à ses promesses, il abdiquera en faveur de Manuel, abandonnant au pape la tutelle du jeune prince³.

¹ Nicolas IORGÀ, *Philippe de Mézières et la croisade au XIV^e siècle*, Paris 1896, pp. 87-90.

² C'est-à-dire les forces de Mathieu Cantacuzène.

³ Franz MIKLOSISCH, *Monumenta spectantia ad unionem Ecclesiarum graecarum et romanae*, Vienne 1872, pp. 29-33.

Le pape répondit par l'envoi d'un légat — Saint Pierre Thomas — et par de nouvelles démarches en vue de la conclusion d'une ligue. Non pas qu'il fût sans méfiance aucune devant l'offre byzantine. « La nouvelle du désir de conversion de Jean V, écrit Philippe de Mézières, fut très difficile à croire, parce qu'il y avait longtemps que les Grecs étaient séparés de l'Eglise et ils avaient trop souvent, dans les négociations, trompé l'Eglise romaine »¹. Néanmoins, Innocent VI demanda au roi de Chypre, aux doges de Venise et de Gênes et à l'ordre des Hospitaliers d'accorder leur aide à Jean Paléologue. La ligue, retardée par une guerre entre Venise et la Hongrie, ne se constitua qu'en 1357 — et sans la participation des Génois. Elle ne donna pas de résultat concret : aucun des partenaires ne fournit même le contingent prévu.

La cause du rapprochement entre Latins et Grecs a pourtant des défenseurs. Du côté occidental, Saint Pierre Thomas, qui meurt en 1366 avec le titre de patriarche de Constantinople, son successeur Paul de Smyrne, l'archevêque de Thèbes Simon Atumane, travaillent en faveur de l'Union² ; sur un plan plus matériel, François Gattilusio, seigneur de Mitylène, a aidé Jean V à recouvrer son trône en 1354 et fournira un appoint bienvenu au Comte Vert en 1366. A Byzance, le parti favorable aux Latins est dominé par la personnalité de Démétrius Cydonès, le traducteur de Saint Thomas d'Aquin, qui défend énergiquement, dans ses discours³, la politique de collaboration avec l'Occident. Son ami Jean Lascaris Calophéros joue aussi un rôle intéressant : exilé de Constantinople pour avoir épousé sans consentement une nièce de l'empereur, il se rend à Avignon en 1365 et travaille à infléchir la croisade d'Urbain V en faveur de Byzance⁴.

Cette expédition sera le premier appui effectif de l'Occident. Et encore, elle ne devait pas, à l'origine, porter sur Constantinople, mais sur la Terre Sainte, et ce furent les circonstances qui, de nouveau, dévièrent vers les Dardanelles la croisade projetée.

Celle-ci était due à l'initiative du roi de Chypre Pierre I^{er}. Ce « fougueux paladin » avait enlevé en 1361 Sathalie aux Turcs. Il s'agissait dès lors pour lui de défendre cette fragile conquête et

¹ Joachim SMET, *The Life of Saint Peter Thomas by Philippe de Mézières*, Rome 1954, p. 74.

² Voir en particulier l'ouvrage de Giovanni MERCATI, *Simone Atumano arcivescovo di Tebe*, in *Studi e Testi*, t. 30, Rome 1916.

³ « De subsidio Latinorum » et « De non reddenda Callipoli », in MIGNE, *Patrologia graeca*, Paris, 1857 sq., t. 154, col. 961 sq.

⁴ Giovanni MERCATI, *Per l'epistolario di Demetrio Cidone*, in *Studi bizantini e neoellenici*, t. III, 1931, pp. 215-216.

de desserrer l'étreinte musulmane autour de son royaume, qui constituait depuis la chute de Saint-Jean d'Acre le bastion le plus avancé de l'Occident, aussi bien que de tenter de recommencer la vraie Croisade, celle de Terre Sainte — les Lusignan ne portent-ils pas depuis 1268 le titre de roi de Jérusalem ? Aussi Pierre I^{er} entreprit-il en 1362 le voyage d'Occident. A Avignon, il rencontra le pape Urbain V et le roi de France Jean le Bon. Il n'eut pas de peine à les persuader, et, le 31 mars 1363, le *passagium generale* était proclamé, avec le roi de France pour capitaine général¹. Il restait à convaincre les princes et les chevaliers d'y participer ; c'est là que les difficultés commencèrent.

Le pape écrivit à tous les souverains catholiques, et le roi de Chypre entreprit une vaste tournée de propagande à travers la France, l'Angleterre, l'Allemagne, et jusqu'en Pologne. En dépit de la splendeur de l'accueil qu'il reçut partout, il n'obtint guère plus de succès que les lettres d'Urbain V². Seuls le roi de Hongrie, Louis I^{er}, et le comte de Savoie Amédée VI se montrèrent disposés à le suivre.

Jean Paléologue s'employa alors à détourner la Croisade sur Constantinople. Les circonstances étaient assez favorables ; Pierre I^{er}, qui n'avait pas d'intérêts à Byzance, partit le premier sans attendre ses alliés ; le comte de Savoie était le cousin germain de Jean V, et comme il aimait avant tout l'aventure, il ne devait pas être difficile de l'amener à modifier l'objectif géographique de son expédition ; quant à Louis d'Anjou, ses intérêts coïncidaient pour lors avec ceux de Byzance : ses véritables ennemis, c'étaient les Bulgares, en guerre contre les Grecs en 1364. Enfin, à l'égard du pape, Jean V disposait d'une vieille arme : l'Union des Eglises.

En 1364, il envoya auprès d'Urbain V un ambassadeur, le Génois Michel Malaspina, et offrit l'aide de ses forces pour la croisade projetée — à ce moment, il était toujours prévu qu'elle se dirigerait vers Jérusalem. Le pape répondit tout aussi prudemment, en se contentant de promettre d'ordonner aux Croisés de ne causer aucun dommage à l'Empire³. C'était la reprise, encore que bien timide, du dialogue. Celui-ci se poursuivit l'année suivante ; Jean V parvenait à ses fins : devant le manque d'enthousiasme général et après la mort du roi de France, Urbain V renonçait à son grandiose et impossible projet

¹ Odoricus RAYNALDUS, *Annales ecclesiastici*, t. 16, Rome 1652, année 1363, § 4.

² IORGA, *op. cit.*, pp. 172-204.

³ Paul LECACHEUX, *Lettres secrètes et curiales du pape Urbain V (1362-1370)*, 1^{er} fasc., Paris 1902, p. 211, n. 305.

primitif ; le 1^{er} juillet 1366, il proclamait le *passagium generale* contre les Turcs sous la direction du roi de Hongrie¹.

La diplomatie byzantine n'avait non plus été inactive de ce côté. Jean V avait fait le voyage de Buda pour solliciter du secours. C'était la première fois qu'un empereur quittait ses Etats, non en conquérant, mais en quémandeur. Le voyage fut du reste peu profitable. Le contact des deux souverains fut assez froid ; selon un contemporain, l'empereur aurait offensé le roi par ses allures hautaines, refusant ainsi de se découvrir devant lui². Quoi qu'il en soit, Louis d'Anjou ne se mit finalement pas en campagne, et après la réconciliation gréco-bulgare, adopta même une attitude hostile à Byzance.

Le seul secours fut en définitive celui d'Amédée VI. Encore que très limitée — les vaisseaux du Comte Vert ne transportaient pas plus de 1800 hommes — l'expédition fut couronnée de succès, puisque les Savoyards prirent Gallipoli aux Turcs et les ports de la mer Noire aux Bulgares, qu'ils forcèrent en outre à donner libre passage à l'empereur, retenu par eux à la frontière lors de son retour de Hongrie.

La voie semblait enfin ouverte pour une collaboration féconde, d'autant plus que Jean V abjura solennellement le schisme à Rome en 1369. Il avait du reste été prévu que l'expédition d'Amédée VI ne serait que la préparation d'une entreprise plus vaste qui devait suivre la conversion de l'empereur. Au début de 1370, Urbain V avait écrit aux doges de Venise et de Gênes, ainsi qu'au comte de Savoie, pour les informer de l'abjuration et pour les exhorter à prêter leur concours à la nouvelle expédition³. Il demandait également à la reine de Naples d'accorder le libre passage aux troupes de diverses nations que Jean V allait conduire contre les Turcs⁴. Mais il mourait peu après ; une fois de plus, l'occasion était manquée.

Et une réaction orthodoxe devait naturellement se manifester à Constantinople. L'ex-empereur Cantacuzène, en particulier, se montrait adversaire décidé de l'Union, et la conversion du souverain n'avait pas plus entraîné celle du peuple que du temps de Michel VIII. Grégoire XI poursuivait l'effort missionnaire en envoyant en 1374 quatre légats à Byzance⁵.

¹ RAYNALDUS, *op. cit.*, 1366, § 10.

² Oscar HALECKI, *Un empereur de Byzance à Rome*, Varsovie 1930, p. 134.

³ RAYNALDUS, 1369, § 4.

⁴ LECACHEUX, *op. cit.*, p. 524, n. 3040.

⁵ G. MERCATI, *Notizie di Procoro e Demetrio Cidone...*, in *Studi e Testi*, t. 56, Rome 1931, p. 131.

L'année précédente, il avait organisé à Thèbes un congrès auquel il avait convoqué le basileus, l'empereur latin, Venise, Gênes, les Hospitaliers, le vicaire du duché d'Athènes, les rois de Chypre, de Hongrie et de Sicile¹. Seuls les seigneurs des petits Etats latins de Grèce s'y rendirent, et il n'en sortit rien.

Pendant assez longtemps, tout effort allait être abandonné. Un nouveau et grave conflit entre Vénitiens et Génois se déclara, puis le grand schisme d'Occident ; et, bien entendu, la guerre de Cent ans se poursuivait. L'empire byzantin lui-même n'était plus en mesure de résister d'une manière efficace aux Turcs. Coupé du reste de l'Europe par une large bande de territoires ottomans, sans flotte, presque sans armée, il a dû, par surcroît — humiliation suprême — accepter la suzeraineté turque : des troupes byzantines doivent marcher contre Philadelphie, la dernière ville grecque d'Asie mineure.

Et lorsque la Hongrie, qui avait montré si peu de clairvoyance et de solidarité chrétienne en 1366, s'inquiéta enfin des constants progrès des Turcs et parvint à rassembler en Occident une grande armée de chevaliers français, bourguignons, anglais et allemands, Byzance joua dans la coalition un rôle plus que modeste. Le roi de Hongrie Sigismond, qui ne surestimait certes pas la force militaire des Grecs, mais qui voyait l'intérêt stratégique de Constantinople pour les communications maritimes, envoya secrètement des messagers à Manuel II pour lui demander son concours. Manuel accueillit cette ambassade « comme la terre assoiffée reçoit l'averse » et se prépara en secret à la guerre². Le détail est significatif : vassal du sultan, encerclé dans ses possessions, soumis depuis deux ans à un strict blocus, l'empereur ne peut pas se joindre ouvertement à la coalition. Et la situation de la capitale s'aggrave encore après le désastre de Nicopolis.

Durant toutes ces années, les envoyés de Manuel assiégeront les cours européennes de leurs demandes. De France vient un secours modeste, mais bienvenu : c'est l'expédition du maréchal Boucicaut — un rescapé de Nicopolis —, qui rappelle par ses dimensions celle d'Amédée de Savoie, mais qui est exclusivement navale. Boucicaut fait des prouesses, détruit les navires turcs, et permet à l'empereur de s'échapper sur un de ses vaisseaux. Manuel accomplit son voyage de trois ans dans les cours européennes ; comme Pierre de Lusignan

¹ F. GREGOROVIUS, *Geschichte der Stadt Athen im Mittelalter*, Stuttgart 1889, t. II, p. 164.

² SPHRANTZÈS, I/14, éd. de Bonn, p. 59, et les remarques d'A. S. ATIYA, *The Crusade of Nicopolis*, Londres 1934, pp. 34-36.

quarante ans auparavant, il est partout bien reçu, et n'obtient que des encouragements verbaux.

Au XV^e siècle, les efforts sont plus dispersés que jamais. Lorsque l'Occident se décide à une dernière tentative, pour endiguer la poussée turque, en 1444, Byzance, paralysée, ne peut rien faire ; après le désastre de Varna, l'empereur a l'humiliation de devoir présenter ses vœux et ses cadeaux au sultan.

Les derniers appels des Grecs ne rencontrent pas d'écho ; le voyage de Jean VIII en Hongrie aussi bien que les démarches de Constantin XII sont inutiles¹. Eût-on trouvé de l'aide que celle-ci eût été trop tardive : l'Occident ne pouvait plus empêcher la prise de Constantinople.

L'histoire des offensives latines contre l'Islam aux XIV^e et XV^e siècles est donc une longue suite d'occasions manquées. L'Europe en tant qu'unité, la *respublica christiana*, n'existe plus ; elle a fait place à une mosaïque d'Etats distincts, que le souci de la défense matérielle et spirituelle de la chrétienté parvient à peine, et pour peu de temps, à distraire de leurs intérêts immédiats. Et l'incompréhension est encore grande avec le monde orthodoxe. Faute d'avoir su distinguer le péril à temps, faute d'avoir su employer des moyens suffisants pour y faire face, faute d'avoir pris conscience de la solidarité nécessaire de tout le continent, l'Europe a perdu pour plusieurs siècles toute une partie de son territoire, et notamment la terre où sa civilisation était née.

Jean-Jacques BOUQUET.

¹ R. GUILLAND, *Etudes byzantines*, Paris 1959, pp. 135-175.